



La tuerie de l'École Polytechnique 20 ans plus tard Les violences masculines contre les femmes et les féministes

Cinq cents participant(e)s ont assisté au colloque international organisé à l'Université du Québec à Montréal les 4, 5 et 6 décembre 2009, sous l'égide de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF).

Le colloque a connu une forte affluence malgré des frais d'inscription élevés. Dominique Payette, professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval et membre du comité d'organisation rappelait dans son discours de fermeture que le colloque n'avait pu obtenir de subventions au niveau fédéral, une conséquence concrète de la baisse des fonds attribués aux organismes subventionnaires pour la recherche.

Le colloque commémorait, vingt ans après, la tuerie survenue à l'École Polytechnique de Montréal. Le 6 décembre 1989, un homme assassinait 14 femmes, parce qu'elles étaient des femmes. Il déclarait vouloir « envoyer ad patres les féministes » car elles lui auraient « toujours gâché la vie ». Cet acte d'une violence inouïe se donnait les atours de la revendication politique. Dans les débats qui suivirent cet événement tragique, les féministes furent même rendues responsables de la folie du tueur. C'est pourtant au cœur de l'histoire des rapports sociaux de sexe, dans l'analyse des sociétés patriarcales et dans l'étude de l'histoire de la violence contre les femmes et des résistances face au féminisme que doivent se comprendre les enjeux de la commémoration de la tuerie vingt ans après. Le colloque comportait donc quatre axes de réflexion : (1) la mémoire collective de la tuerie de l'École Polytechnique; (2) les impacts de l'événement sur le mouvement féministe; (3) les violences contre les femmes et les féministes; et (4) le renouvellement des actions et pratiques visant l'élimination des violences faites aux femmes.

Les soixante-dix communications ont permis de rassembler non seulement les points de vue des universitaires (études féministes, communication, éthique, histoire, philosophie, psychologie, science politique, sociologie et travail social) mais aussi ceux des groupes de femmes sur le terrain, milieux féministes et communautaires. C'est ainsi que l'on a pu entendre en conférence d'ouverture « Cent ans d'antiféminisme » de Micheline Dumont,

historienne et professeure émérite de l'Université de Sherbrooke et auteure de *Le féminisme québécois raconté à Camille*, ou encore des intervenantes comme Lyse Montminy et Geneviève Lessard du Centre de recherche sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF) et un atelier très intéressant sur la violence en milieu scolaire.

Au plan des organisations syndicales, Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec a présenté « Conjuguer féminisme et syndicalisme : l'approche de la FIQ en matière de violence » tandis que les chercheuses françaises Soline Blanchard, doctorante en sociologie de l'Université de Toulouse-Le Mirail (France) et Valérie Guenancia, étudiante à la maîtrise, Paris-Sorbonne ont proposé une réflexion éclairante sur les « Représentations et pratiques de l'égalité professionnelle en France : vers une invisibilisation des formes contemporaines de la domination masculine ? »¹ Un des points forts de ces trois jours de réflexion furent les analyses consacrées aux mouvements anti-féministes et masculinistes et la violence qu'ils génèrent. On pouvait écouter avec profit par exemple les communications d'Odile Boisclair sur « Le harcèlement et l'intimidation exercés par des antiféministes envers les femmes et les féministes...un calque du patron de la violence conjugale ? » ou de Irène Demczuk et Manon Monastesse, (Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec) sur « Les masculinistes et la violence conjugale : stratégies discursives, enjeux et impacts ». L'un des membres du comité d'organisation, Francis Dupuis-Déri du département de science politique de l'UQAM, a présenté un portrait saisissant de l'univers masculiniste : « Polytechnique et le génie masculiniste : culpabiliser les féministes pour la « crise des hommes » et la « guerre des sexes ». Au plan de l'actualité la question de la possible abolition du registre des armes à feu fut largement débattue. Au plan international Michèle Jean, présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, historienne, coauteure de *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, a proposé une vaste réflexion sur la question des femmes dans le monde et leur rôle dans le développement. Au cours de ce colloque multidisciplinaire et multi media, les participant(e)s ont pu visionner plusieurs documentaires dont « *Rape for Who I am* » présenté par Line Chamberland, département de sexologie, UQAM et Gabrielle Richard, maîtrise en sociologie, UQAM, documentaire faisant état de la discrimination et de la violence que vivent des lesbiennes d'Afrique du Sud ou encore participer au vernissage de l'exposition *Troubler le repos / Disturbing the Peace* en présence des artistes Guerrilla Girls.

Né d'un devoir de mémoire, ce colloque incite cependant à un devoir d'histoire : la tuerie de 1989 ne figure en effet toujours pas dans les livres d'histoire. Un bilan mitigé pourrait être ainsi établi à la suite de ces trois jours d'intense réflexion. Le spectre du *Backlash*² du titre du livre que publiait Susan Faludi en 1991 hante encore les avancées pour l'égalité des genres, la parité des sexes. L'équité salariale par exemple reste une aspiration plutôt qu'une réalité en même temps que la question de l'égalité tend à se

¹ Communication en principe bientôt disponible sur le site de la FQPPU

² *Backlash: The Undeclared War Against American Women*, Crown, 1991. ISBN 0517576988

diluer. Ne parle-t-on pas aujourd'hui de diversité plutôt de d'égalité? Le discours et les pratiques publiques ont tendance aujourd'hui à ne plus parler de droits des femmes, mais de droits individuels. On peut aussi se demander pourquoi les crimes de haine sexiste ne sont pas reconnus comme tels dans le code criminel. Beaucoup reste à faire et peut-être même à *re-faire*. La naissance de la parole publique des femmes continue de faire peur et ce que d'aucuns voudraient nommer la guerre des sexes continue de faire rage sur fond de crise de la masculinité. On déplorait en 2008 au Québec 10 000 actes de violence conjugale dont 80 % furent dirigés contre les femmes : 9 femmes et 2 hommes en sont morts au cours de cette même année. Francine Descarries du département de sociologie de l'UQAM proposait une intéressante gradation du phénomène. Il faudrait distinguer selon elle la *misogynie* définie comme l'expression d'un certain mépris des femmes dans un monde où les femmes ne font pas partie de la sphère publique, le *machisme*, défini comme une pratique de domination dans le rapport à l'autre sexe, dans un contexte de mixité sociale et qui s'exprime par une certaine condescendance envers les femmes, *l'anti-féminisme* qui exprime la peur des changements sociaux et l'abolissement du patriarcat et enfin le *terrorisme* comme l'expression de la haine des femmes.

Ces quatre formes de violences contre les femmes continuent d'exister, vingt ans après la tuerie.

Françoise Naudillon